



Appel à communications

Nouvelle date limite pour soumettre une proposition : **30 septembre 2024**

Depuis les années 1980, on assiste à une succession de crises liées en grande partie au système économique dominant, fondé sur l'objectif de croissance et auquel l'humain et la nature se retrouvent assujettis. À l'échelle mondiale, l'adhésion large à ce système économique a mené à la création de nouvelles institutions et de nouvelles formes de coordination. Ces dernières ont favorisé la libéralisation des marchés et la mondialisation des échanges, mais aussi l'érosion des pouvoirs des États, le démantèlement de certains espaces démocratiques et de délibération, et l'écart grandissant dans la distribution de la richesse. Cette exacerbation du modèle libéral a accentué davantage la disjonction entre les sociétés humaines et leur environnement écologique, un phénomène amorcé dès le XIX^e siècle avec l'avènement de la production industrielle. Ce néo-libéralisme a du même coup entraîné le développement d'une économie de plus en plus désencastrée de la société et l'adoption de pratiques marchandes cherchant à s'autoréguler en s'affranchissant de leurs fonctions sociales (Polanyi, 1983). Dès lors, on assiste à un moment d'inflexion sans précédent du point de vue environnemental causé par des processus anthropogéniques, provoquant une conjonction de crises économiques, sociales, écologiques et politiques génératrices à la fois d'inhibition collective et d'impuissance individuelle qui trouvent leur exutoire dans certaines formes de populisme et d'autoritarisme.

Pour autant, la gravité des conséquences de ces crises incite aussi à l'action citoyenne et stimule l'innovation et le renouvellement de l'action collective (Carrel *et al.*, 2020). Elle invite plus que jamais à identifier les interstices à travers lesquels des transformations sociales porteuses de solidarité, d'émancipation, et plus fondamentalement de renouvellement des relations avec la Terre peuvent s'opérer (Chateauraynaud et Debaz, 2017). La tradition de recherche sur les innovations sociales du CRISES s'inscrit dans cette perspective, en s'intéressant autant à la trajectoire des individus, des collectifs et des organisations aux niveaux micro et méso, qu'à la trajectoire des transformations sociales à un niveau macro. Cette tradition de recherche constitue un point de départ d'exception



pour réfléchir aux innovations sociales comme foyers de résistance, comme foyers de transformation sociale en ces temps de crises multiples. Elle appelle aussi à sortir d'une analyse en silos disciplinaires et à aborder la complexité des enjeux actuels de manière transversale et intersectorielle, en faisant le pont entre la recherche et l'action. Elle invite enfin à reconnaître la pluralité des expériences et à valoriser les réponses élaborées par des collectifs situés.

Cet appel à communications fait ainsi écho aux approches qui traitent de plusieurs enjeux complexes dans divers domaines, notamment dans la participation démocratique, l'économie, l'écologie, la technologie. Dans le premier domaine, les travaux de Fraser (2011) nous invitent à adopter une conception démocratique de la justice sociale en soulignant les conditions autant économiques que politiques et culturelles qui doivent être réunies afin de permettre la parité de participation de l'ensemble des collectivités. C'est dans l'interaction de ces dimensions qu'il est possible de tendre vers la participation des personnes et des groupes subissant les injustices pour leur permettre de formuler leurs revendications. Cette conception est cohérente avec celle de la justice épistémique qui réclame la reconnaissance et la valorisation des voix qui ne sont pas reconnues individuellement (Fricker, 2007), ainsi que des voix et des pratiques considérées comme étant inférieures ou qui sont simplement invisibilisées (Fals Borda 1998 ; Piron *et al.* 2016). Ce corpus préconise de sortir de la monoculture dans la conception du temps, des pratiques, des critères de production afin d'embrasser une perspective d'écologie des savoirs (Godrie et Dos Santos, 2017 ; Juan, 2019). Dans le domaine des études sur le développement, Escobar (2012) dénonce les discours prétendant l'existence d'une pensée unique afin de proposer le passage d'une modernité universalisante à un pluralisme épistémique qui valorise les différentes ontologies et les divers mondes culturels. Il met ainsi en lumière l'ontologie relationnelle, mise à l'écart par le capitalisme occidental et la science moderne, et le plurivers ou ensemble des mondes en connexion partielle les uns avec les autres.

Dans le même ordre d'idées, Castro-Gómez (2007) accorde une attention particulière aux effets de la tradition scientifique occidentale, ancrée dans l'objectivité et l'hybris du point zéro, qui amènent à une conception détachée des phénomènes étudiés. Or, l'expérience du monde contemporain profondément transformé par les activités scientifiques, économiques, industrielles et politiques porte à réfléchir et travailler à l'élaboration d'une nouvelle configuration épistémologique. La connaissance objective continue d'être ainsi la principale forme d'expérience de la réalité valorisée dans la recherche académique (Frega, 2006). L'objectivité, plutôt que la discussion, le doute, la réflexion, l'invention et l'imagination collective, est encore ce qui compte, au détriment des « autres façons de se rapporter, de connaître, d'évaluer et d'interpréter » le monde (Stengers, 2017 : 134).

Pour sa part, Gibson-Graham invite à repenser un domaine différent, celui de l'économie. Les autrices appellent à sortir d'une perspective centrée strictement sur les dimensions marchandes et monétaires de l'économie afin de la considérer à partir de son aspect politique, géographique, solidaire, dans le but ultime de reconnaître et valoriser la diversité de pratiques économiques. Leur programme de recherche vise donc à appréhender l'économie comme une écologie et les échanges comme des formes de négociation éthique pour vivre ensemble avec les autres humains et non-humains (Gibson-Graham et Miller, 2015). Dans le champ de l'économie sociale et solidaire (ÉSS), champ porteur d'innovations sociales (Bouchard, 2013 ; Lévesque 2006), Laville (2019) met en garde contre le risque de survalorisation de l'entreprise comme seule forme d'organisation en rappelant qu'une vision plus large est porteuse d'un compromis politique et de transformations significatives. L'auteur attire notre attention sur des expériences actuelles qui ne font qu'enrichir le champ : les circuits courts, les monnaies sociales locales, les composantes associatives, bénévoles, informelles. D'autres, comme Dardot et Laval (2014), Bollier (2014), Coriat (2015) ont réfléchi à nouveaux frais et remis à l'ordre du jour des pratiques ancestrales d'action collective s'appuyant sur les « communs » en tant que « principe politique » et modalité spécifique d'organisation sociale et de gouvernance collective permettant l'émergence de nouvelles façons de contester le capitalisme, voire de le dépasser (Dardot et Laval, 2014). Ces communs revendiquent l'autonomie des communautés, l'autogestion et la réappropriation des moyens de subsistance dans le cadre d'activités créatrices de lien social qui peuvent prendre diverses formes allant de collectifs informels à des organisations plus institutionnalisées comme les coopératives, les associations et les fiducies d'utilité sociale (Furukawa Marques et Durand Folco, 2023).

Dans le domaine de l'écologie, face à la crise qui s'aggrave, à l'inaction des décideurs politiques et à la pression des lobbys industriels, plusieurs initiatives de la société civile se mettent en œuvre pour agir localement. De nombreuses voix s'élèvent pour souligner le fait que les solutions technocratiques ne sont pas suffisantes et des chercheuses et chercheurs travaillent sur les intersections avec d'autres problématiques (Van Neste *et al.*, 2023). Ferdinand (2019), par exemple, traite du problème en faisant un lien entre les dégradations environnementales et les inégalités sociales, notamment raciales. Pour ce faire, il remonte à la colonisation en mettant en lumière la subordination des terres colonisées des Amériques aux besoins et désirs des colonisateurs, une manière d'habiter la terre qui a enrichi un groupe restreint d'humains, en contaminant des terres pour de nombreux siècles, au détriment de millions des personnes et de plusieurs autres espèces. Il appelle à revoir nos liens avec la terre à partir de l'écologie décoloniale, pensée depuis le monde caribéen. Escobar (2018) propose de sentir-penser avec la terre en abordant les questions écologiques et le lien avec le territoire comme des enjeux ontologiques. Bucolo (2023), pour sa part, insiste sur le croisement entre la justice environnementale et la justice épistémique. S'intéressant plus particulièrement à la production du savoir écologique par des groupes et

des personnes en situation de pauvreté, l'autrice note que l'enjeu environnemental se complexifie lorsque l'urgence d'agir limite le déploiement des voix qui sont à la marge et la participation des groupes qui nécessitent des temps plus longs pour une conscientisation et pour se mettre en action. Elle plaide pour des méthodes permettant de façonner et d'entendre les récits alternatifs sur l'environnement, ceux des personnes concernées par les injustices environnementales.

Finalement, le domaine de la technologie, souvent délaissé et sous-évalué dans la recherche critique, est d'une importance capitale pour penser les crises contemporaines. Le déploiement de la technologie avec l'accord et le support des États accélère l'interconnexion, facilite l'amélioration de certains services et permet l'accroissement de la performance économique. Mais il conduit également à d'innombrables problèmes sociaux, économiques, politiques et environnementaux : précarisation des emplois, pollution, accumulation démesurée de la richesse dans les mains de nombre restreint de personnes, conflits militaires, tensions entre les pays, etc. Les plates-formes numériques, par exemple, malgré les échanges et l'accès qu'elles permettent à une somme remarquable d'informations, ouvrent simultanément la voie à un délitement des espaces publics autonomes (Habermas, 2022). Opérant sans véritable instance de régulation externe, se positionnant comme les chantres de la liberté de parole et d'opinion, elles constituent à la fois un formidable outil de communication de masse tout autant que de propagande haineuse, de désinformation et de clivage des opinions publiques. Alors que leurs dispositifs communicationnels devaient permettre d'ouvrir au plus grand nombre la participation large et ouverte aux débats de société, leur mode de fonctionnement algorithmique soumis aux impératifs de « l'économie de l'attention » (Habermas, 2022) tend au contraire à transformer ces réseaux en chambres d'écho qui referment les discours sur eux-mêmes, tout en s'attaquant à la légitimité des organes d'information traditionnels. Ce faisant, ces plates-formes tendent à fragiliser les fondements institutionnels de la démocratie délibérative tout en remettant en cause les formes traditionnelles du rapport salarial. La réflexion sur la réappropriation de la technologie au service de la société s'avère donc essentielle et n'est pas nouvelle. Dans le contexte de l'Amérique du Sud, le mouvement de la *tecnologia social* (technologie sociale, TS) invite, depuis plus de trois décennies, à repenser le rôle des technologies. Il propose une notion, la TS, et une pratique qui prône un développement contextualisé (Herrera, 2010) en lien avec des pratiques collectives (Dagnino, 2010) qui rejoignent le mouvement de l'économie solidaire (Singer et Portella Kruppa, 2004). Dans le monde de la recherche universitaire, la *tecnologia social* a fait adhérer des universitaires qui mettent en question les formes de développement « imposées » ainsi que la hiérarchisation des connaissances « scientifiques » sur des connaissances historiques et indigènes/autochtones localisées (Pozzebon et Fontenelle, 2018).



En nous inspirant de ces courants et perspectives qui conjuguent diverses problématiques actuelles, nous faisons un appel à propositions afin de réaliser une réflexion collective sur les innovations sociales en tant que terreau fertile à la création de brèches, à la formation d'interstices, à la naissance de foyers de résistance par lesquels il devient possible de répondre aux crises actuelles et entrevoir des transformations sociales. Plus particulièrement, nous vous invitons à couvrir un ou plusieurs aspects susmentionnés, soit la participation démocratique, l'économie, l'écologie, la technologie, en vous inscrivant dans une des sous-thématiques suivantes :

- La pluralité dans les formes de s'organiser : quelles formes nouvelles ou renouvelées de mise en organisation sont porteuses de transformations sociales, comme répondent-elles aux impératifs sociaux, écologiques et économiques actuels ? Quelles actions collectives, les pratiques transformatrices, les interstices, les foyers de résistance, les initiatives subversives ?
- Les mécanismes pour influencer les politiques publiques : comment la société civile s'organise-t-elle pour exercer une influence sur les politiques publiques ? Comment renouveler les pratiques de mobilisation collective dans un contexte d'effritement des solidarités publiques et de perte de confiance dans la capacité des États à assurer leurs responsabilités à l'égard des populations en situation de vulnérabilité sociale et économique ? Quels sont les mécanismes pour contribuer aux transformations profondes à partir des interstices ?
- Les liens avec les territoires et les milieux de vie : comment repenser les liens avec la terre, avec les territoires, les non-humains ? Quels mécanismes sont porteurs de changements locaux ? Comment les changements au niveau meso peuvent-ils influencer des transformations plus larges ?
- Les transformations du rapport au travail : comment mettre les progrès technologiques au service d'une émancipation des travailleuses et des travailleurs plutôt que d'une destruction et d'une précarisation de l'emploi ? Quelles formes d'action collective peuvent répondre aux nouvelles réalités des milieux de travail et faire avancer leur démocratisation ?
- Réflexions méthodologiques et épistémologiques : comment produire des connaissances situées cohérentes avec les problématiques actuelles ? Comment respecter le pluralisme épistémologique et ontologique ? Quels dispositifs ou lieux d'expérimentations de recherche s'inscrivent dans une perspective de transformation sociale ? Comment mobiliser des méthodologies participatives valorisant différentes formes de savoirs ?



Soumettre une proposition de communication

Les propositions de communication doivent être déposées au moyen du [formulaire électronique](#).

Elles doivent inclure les éléments suivants :

- Un titre (maximum de 180 caractères espaces comprises)
- Un résumé en français ou en anglais (maximum 3 000 caractères espaces comprises, excluant les références)
- La liste des autrices et des auteurs, leur affiliation et leur adresse courriel

Les propositions seront évaluées par un comité scientifique composé de pairs.

Les personnes étudiantes sont invitées à déposer une proposition de communication orale si la recherche démontre des premiers résultats. Sinon, elles peuvent proposer une communication par affiche. Des activités dédiées aux personnes étudiantes seront aussi organisées afin de favoriser la professionnalisation de la relève en recherche.

Dates importantes

- **Nouvelle** date limite pour soumettre une proposition (communication orale et par affiche): **30 septembre 2024**
- Réponse du comité d'évaluation : **fin octobre 2024**
- Ouverture des inscriptions : **novembre 2024**

Informations

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Lieu : Université du Québec à Montréal (UQAM), Montréal, Québec, Canada

Langues : français et anglais

Site Web du [7^e Colloque international du CRISES](#)

Références

- Bollier, D. (2014). *La renaissance des communs : pour une société de coopération et de partage*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer.
- Bouchard, M. J. (2013). *Innovation and the Social Economy: The Quebec Experience*, Toronto, University of Toronto Press.
- Bucolo, E. (2023). *Construire les savoirs écologiques avec tous et toutes, au croisement de la justice environnementale et épistémique*. Conférence d'ouverture au Colloque 444 du CRISES, TIESS et IUPE, 90^e Congrès de l'ACFAS, 8 mai 2023, Montréal, Québec.
- Carrel, M., P. Cossart, G. Gourgues, P.-A. Juven et J. Talpin (2020). Éditorial: La révolution commence-t-elle par le local ? Expérimentations communales et dilemmes stratégiques. *Mouvements*, 101 (1), p. 7-11.
- Castro-Gómez, S. (2007). « Decolonizar la universidad. La hybris del punto cero y el diálogo de saberes », dans S. Castro-Gómez et R. Grosfoguel (eds.), *El giro decolonial: Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, Siglo del Hombre Editores, p. 79-91.
- Chateauraynaud, F. et J. Debaz (2017). *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Éditions Pétra.
- Coriat, B. (2015). *Le retour des communs: la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Éditions Les liens qui libèrent.
- Dagnino, R. (2010). « Apresentação », dans R. Dagnino (dir.), *Tecnologia social : ferramenta para construir outra sociedade*, 2. Ed., Campinas, SP, Komedi, p.7-22.
- Dardot, P. et C. Laval (2014). *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.
- Escobar, A. (2012). « Más allá del desarrollo. Postdesarrollo y transiciones hacia el pluriverso », *Revista de Antropología Social*, p. 47 - 50.
- Escobar, A. (2018). *Sentir-Penser avec la terre*, Paris, Anthropocène-Éditions du Seuil.
- Fals Borda, O. (1988). « Briser le monopole de la connaissance, Situation actuelle et perspectives de la recherche-action participative dans le monde », dans L. Diaz et B. Godrie (2020) *Décoloniser les sciences sociales. Une anthologie bilingue de textes d'Orlando Fals Borda (1925-2008)*, Éditions science et bien commun, p.85-101.
- Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Paris, Seuil.
- Fraser, N. (2011) [2005]. *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Traduit de l'anglais par E. Ferrarese, Paris, La Découverte.
- Frega, R. (2006). *Pensée, expérience, pratique*, Paris, L'Harmattan.
- Fricke, M. (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*, London, Oxford University Press.
- Furukawa Marques, D. et J. Durand Folco (2023). « Omnia sunt communia : un état des lieux des communs au Québec », *Recherches sociographiques*, 64 (1), p. 7-27.
- Godrie B. et M. Dos Santos (2017). « Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, 49 (1), p. 7-31.
- Gibson-Graham, J. K. et E. Miller (2015). « Economy as Ecological Livelihood », dans K. Gibson, D. B. Rose et R. Fincher (Eds), *Manifesto for the Living in the Anthropocene*, Brooklyn, NY, Punctum Books, p. 7-16.

- Habermas, J. (2022). *Espace public et démocratie délibérative : un tournant*, Paris, Gallimard.
- Herrera, A. (2010). « La generación de tecnologías en las zonas Rurales », dans R. Dagnino (dir.), *Tecnología social: ferramenta para construir outra sociedade*, 2. Ed., Campinas, SP, Komedi, p. 23-52.
- Juan, M. (2019). « Écologie des savoirs et créativité citoyenne : la co-construction des politiques de gestion communautaire entre associations et pouvoirs publics à Barcelone », *Connexions*, 111 (1), p. 119-135.
- Laville, J.-L. (2019). « La refondation du débat sur l'innovation sociale », dans J.-L. Klein, J. Boucher, A. Camus, C. Champagne et Y. Noiseux (éds.), *Trajectoires d'innovation sociale. Des émergences à la reconnaissance*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p.15-27.
- Lévesque, B. (2006). « Le potentiel d'innovation et de transformation de l'économie sociale : quelques éléments de problématique », *Les Cahiers du CRISES*, Collection Études théoriques, ET0604, Montréal, Centre de recherche sur les innovations sociales.
- Piron, F., S. Regulus et M. — S. Dibounje Madiba (2016). *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*, Québec, Éditions science et bien commun.
- Polanyi, K. (1983). *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- Pozzebon, M. et I.A. Fontenelle (2018) Fostering the post-development debate: the Latin American concept of tecnologia social, *Third World Quarterly*, 39(9), p.1750-1769.
- Singer, P. et S.M.P. Kruppa (2004). « Senaes e a economia solidária – democracia e participação ampliando as exigências de novas tecnologias sociais », dans De Paulo (ed). *Tecnologia social: uma estratégia para o desenvolvimento*, Fundação Banco do Brasil – Rio de Janeiro, p.89 – 102.
- Stengers, I. (2017). *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte.
- Van Neste, S.L., Z. El Guerrab, R. Audet et H. Madénian (2023). « Mobilisations et pratiques pour la justice climatique. Lutttes locales et lutttes urbaines », dans Dufour, P., Bherer, L. et G. Pagé (éds). *Le Québec en mouvements : continuité et renouvellement des pratiques militantes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p.39-57.